

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/467  
17 mai 2002

(02-2758)

---

## NICARAGUA – ÉTABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE XXIX

### Prorogation de délai

*Décision du 13 mai 2002<sup>1</sup>*

Le Conseil général,

*Considérant* que, par Décision du 26 janvier 1994<sup>2</sup>, l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 a été suspendue pour permettre au gouvernement nicaraguayen d'appliquer le Système tarifaire centraméricain (SAC), qui est fondé sur le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé);

*Notant* que, par Décisions successives, la validité de la dérogation accordée au Nicaragua a été prorogée jusqu'au 30 avril 2002<sup>3</sup>;

*Considérant* que, par Décision du 31 janvier 1995<sup>4</sup>, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée au Nicaragua pour l'établissement d'une nouvelle Liste XXIX;

*Tenant compte* du fait que le gouvernement nicaraguayen a présenté la documentation requise pour engager le processus de négociation<sup>5</sup> et que deux Membres s'étaient réservé le droit d'engager des négociations;

*Notant* qu'un Membre a retiré sa réserve et que le Nicaragua poursuit les négociations avec l'autre Membre;

*Considérant* que, afin de mener à bien les procédures établies par la Décision du Conseil du 12 juillet 1993 pour la rectification et la renégociation des listes de concessions négociées au GATT dans le contexte du Système harmonisé et de procéder à des consultations conformément aux dispositions de l'article XXVIII, le gouvernement nicaraguayen, ayant satisfait aux prescriptions énoncées dans le Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du

---

<sup>1</sup> Adoptée conformément aux procédures de prise de décisions au titre des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC approuvées par le Conseil général en novembre 1995 (WT/L/93).

<sup>2</sup> L/7406.

<sup>3</sup> WT/L/426.

<sup>4</sup> WT/L/3 + Corr.1.

<sup>5</sup> G/SECRET/HS/3.

GATT de 1994, a de nouveau demandé à être relevé des obligations qu'il a contractées au titre de l'article II du GATT de 1994<sup>6</sup>;

*Agissant* conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

*Décide*, compte tenu des circonstances exceptionnelles, de proroger jusqu'au 31 octobre 2002 le délai prévu dans la Décision du 26 janvier 1994.

---

---

<sup>6</sup> G/L/515.